



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**  
*Unité bi-départementale Calvados-Manche*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**mettant en demeure la société SPEN de respecter**  
**certaines dispositions applicables pour son installation de compostage de déchets verts et de**  
**biodéchets**

**LE PRÉFET,**

**Vu** le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8 et L.514-5 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2783 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2005 modifié autorisant la société SPEN à exploiter ses installations de compostage de déchets verts et de biodéchets implantées sur la commune de Billy ;

**Vu** la demande de bénéfice des droits acquis par antériorité datée du 17 août 2023 transmise par l'exploitant concernant l'activité de déconditionnement des biodéchets, et le rapport de l'inspection du 22 janvier 2024 prenant acte de cette demande et considérant, conformément à la demande de l'exploitant, que cette activité est soumise à la rubrique 2783-1 des installations classées pour l'environnement et relève du régime de l'enregistrement ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 19 avril 2024 établi suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 28 mars 2024 demandant à l'exploitant de se mettre en conformité ;

**Vu** le courrier de transmission à l'exploitant dudit rapport d'inspection et du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, en date du 22 avril 2024, l'invitant à faire part de ses observations dans un délai de 15 jours, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier du 6 mai 2024 à la suite de la transmission susvisée ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 7 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 demande à ce que les dispositifs de désenfumage soient opérationnels et représentent une surface utile d'ouverture d'au moins 2 % ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 28 mars 2024, il a été constaté que les dispositifs de désenfumage du bâtiment où a lieu le déconditionnement des biodéchets n'étaient pas fonctionnels ;

**CONSIDÉRANT** que leur surface utile d'ouverture actuelle est inférieure à 2 % ;

**CONSIDÉRANT** que le constat de non-respect de l'état de fonctionnement et de la surface minimale de ces dispositifs de désenfumage constitue une non-conformité vis-à-vis de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 ;

**CONSIDÉRANT** qu'en cas d'incendie la bonne évacuation des fumées n'est pas assurée ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 1.9 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2011 impose à l'exploitant de s'assurer que les eaux d'extinction d'un incendie généralisé sur le site sont récupérées au niveau des bassins de stockage du site ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection a constaté le 28 mars 2024 que les bassins de collecte des eaux pluviales étaient saturés et, par conséquent, que le volume de confinement des eaux d'extinction n'était pas assuré ;

**CONSIDÉRANT** que l'absence de confinement des eaux d'extinction est une non-conformité ;

**CONSIDÉRANT** qu'en cas d'incendie sur le site, les conséquences environnementales seraient aggravées du fait d'un manque de rétention des eaux d'extinction sur site ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas de non-respect des dispositions applicables à une installation classée, le préfet met l'exploitant en demeure de régulariser la situation dans un délai déterminé et qui ne peut excéder une durée d'un an ;

**Sur proposition** du Secrétaire général ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La société SPEN, exploitant de l'installation de compostage de déchets verts et de biodéchets située sur la commune de Valambray, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

**Sous un délai de 7 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

Arrêté ministériel du 03/03/23, article 7:

« Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont à commandes automatiques et manuelles. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :

- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;
- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup>, sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.

[...]

La commande manuelle du dispositif d'actionnement du désenfumage doit être placée en un endroit facilement accessible (près d'un accès principal ou, éventuellement, près d'une issue à proximité du local intéressé ou même, dans certains cas particuliers, près du canton concerné). Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation. »

**Sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

Arrêté préfectoral du 09/03/2011, article 1.9:

*« Les eaux d'extinction d'un incendie généralisé sur le site sont récupérées au niveau des bassins de stockage du site. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. »*

**ARTICLE 2 :**

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction en vertu de l'article L.171-11 du Code de l'environnement. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Caen par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté sera notifié par courrier recommandé avec accusé de réception à la société SPEN et sera publié, en vue de l'information des tiers, sur le site internet des services de l'État dans le Calvados, pendant une durée minimale de deux mois.

**ARTICLE 5 :**

Le Secrétaire général et le Chef de l'unité bi-départementale Calvados-Manche de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Caen le **30 MAI 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,



Stéphane SINAGOGA

